



Déclaration CTL du 14 octobre 2021

Monsieur le Président,

Ce CTL est l'occasion pour l'alliance CFDT-CFTC Finances Publiques de constater que la direction générale ouvre un cycle de négociations au sens premier du terme avec l'objectif d'aboutir à la signature d'un accord majoritaire. Si le plus facile est fait, être en capacité de signer un accord de méthode, il reste à négocier le fond après la forme et il nous semble que beaucoup d'efforts sont à fournir du côté de l'administration pour espérer arriver à un compromis acceptable pour les organisations syndicales. Même si l'on ne méconnaît pas le poids des contraintes budgétaires dans la période, il n'en demeure pas moins que la crise sanitaire a permis à nos gouvernants de visualiser davantage le rôle central de notre administration dans le fonctionnement de l'Etat et le soutien aux entreprises au travers du plan de soutien pendant la crise et en sortie de crise.

L'implication et la conscience professionnelle de nos collègues dans l'exercice des missions de la DGFIP durant ces dernières années, dans un double contexte de suppressions massives d'emplois et de gestion de crise depuis 2020, méritent une véritable reconnaissance et en particulier financière.

Malheureusement, les récentes annonces dans le cadre de la présentation du PLF 2022 nous démontrent une fois encore que la DGFIP va détenir à n'en point douter le triste record de l'administration qui perd toujours des emplois par milliers chaque année alors même que vous nous dites qu'elle est toujours au cœur de l'Etat.

Le MEFR tente de justifier ces suppressions d'emplois par les réformes structurelles, notamment du réseau de la DGFIP, permettant d'améliorer la productivité et de dégager des économies d'échelles tout en améliorant la qualité des services rendus aux usagers (PLF 2020, p94).

L'alliance CFDT-CFTC dénonce la communication inexacte du gouvernement, du ministère et de la DGFIP donnant à croire à une multiplication des services financiers de proximité alors que le réseau de la DGFIP a été amputé très largement de ses trésoreries mixtes, du secteur public local et a été contraint à une forte concentration de l'ensemble des services.

Pour l'alliance CFDT-CFTC, la cartographie des réseaux des administrations économiques et financières doit répondre aux attentes et aux besoins des populations.

Monsieur le Président, ce n'est pas en restructurant et en concentrant vos services dans le NRP pour les adapter aux suppressions des emplois programmées que la DGFIP se donnera les moyens de répondre aux attentes des usagers, de remplir correctement les missions et de

donner aux agents des conditions de travail digne et sereine. C'est plutôt une fuite en avant et sans fin.

Les Elus :

Daniel TEXIER titulaire.

Caroline ZIELINSKI suppléante.

Pierre Yves AUROUSSEAU expert.

Valérie AVENEL experte.